

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 Avenue Didier Daurat
CS 40331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 23/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GACHES CHIMIE

17 Avenue de la Gare
31750 Escalquens

Références : 2025/609
Code AIOT : 0006802381

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement GACHES CHIMIE implanté 17 avenue de la Gare 31750 Escalquens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre d'une action nationale portant sur les travaux par points chauds. Il s'agit de travaux nécessitant l'usage d'une flamme, ou de travaux provoquant des étincelles ou générant des surfaces chaudes (soudure, meulage, découpage...).

Dans les zones à risques d'explosion ou d'incendie, ces travaux doivent nécessairement être encadrés en amont, pendant leur réalisation et après, lors du redémarrage de l'activité. Pour cela, des permis d'intervention ou des permis feu sont à établir pour analyser les risques générés par ces travaux.

Pourtant, l'accidentologie montre que l'existence de permis n'est pas toujours suffisante pour

prévenir la survenue d'événements pouvant avoir de graves conséquences humaines, environnementales ou financières.

L'action nationale a pour objectif premier de vérifier que des permis sont établis en cas de travaux par point chaud dans les parties de l'installation présentant des risques (incendie ou explosion) et que ces permis ne sont pas réalisés uniquement pour valider des formalités administratives. En effet, ces documents doivent permettre d'engager une vraie démarche de prévention des risques, via une réflexion sur la nature des travaux dans les zones concernées, sur les moyens de prévention et de lutte contre l'incendie et sur leur mise en œuvre effective.

L'action nationale vise également à s'assurer, pour les entreprises qui font régulièrement appel à des sociétés extérieures et à de la sous-traitance, que l'ensemble des personnels intervenant dans le cadre des travaux, est formé aux risques de l'installation et que les mesures prévues par les permis ont été mises en place.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GACHES CHIMIE
- 17 avenue de la Gare 31750 Escalquens
- Code AIOT : 0006802381
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Ex IED - MTD

La société Gâches Chimie à Escalquens est spécialisée dans le secteur d'activité du commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques.

Le site est classé SEVESO seuil haut pour plusieurs stockages de substances dangereuses.

L'exploitation du site a été autorisée par arrêté préfectoral du 12 mars 2004 modifié et complété à plusieurs reprises. Le dernier complément à l'arrêté a été apporté par arrêté préfectoral du 22 mai 2023.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds
- Risque incendie
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Demande d'action corrective	2 mois
9	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	Sans objet
6	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	Sans objet
8	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
10	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a porté sur le niveau de maîtrise des risques liés aux travaux par points chauds, du site Gâches chimie d'Escalquens. Elle a montré que ces risques sont gérés par l'exploitant au travers de la mise en œuvre de plans de prévention et de permis feu.

L'inspection a contrôlé, par sondage, les plans de prévention et permis établis, en 2025, par l'exploitant. De ce contrôle, il ressort que :

- les permis de feu établis par l'exploitant nécessitent une mise en œuvre plus rigoureuse;
- les outils mis en place pour garantir que les personnels des sociétés extérieures intervenant sur le site sont formés aux risques présentés par les installations sont à renforcer, notamment pour l'utilisation des extincteurs et moyens d'interventions nécessaires;
- le suivi de l'absence de risques après travaux est également à renforcer.

En conclusion de cette visite, l'inspection a relevé 2 faits avec suites pour lesquels soit des justificatifs peuvent être rapidement transmis, soit des actions correctives peuvent rapidement être mises en œuvre par l'exploitant.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a adressé le plan des zones à risques du site, issu de l'étude de dangers. Sur ce dernier, les zones dites "ATEX" sont représentées et concernent les zones comportant du stockage de liquides inflammables. L'exploitant a précisé que l'ensemble des zones du site, même hors ATEX, est concerné par l'établissement de plans de prévention et de permis feu le cas échéant.</p> <p>Les éléments présentés lors de la visite ont également permis de vérifier que le plan des zones à risque est cohérent avec les zones à atmosphère explosible (zones dites ATEX) susceptibles d'être présentes sur le site, l'ensemble des pictogrammes de danger est repris sur les bâtiments et zones concernées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...]</p> <p>- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties</p>

concernées de l'installation ;
Constats : Les consignes d'exploitation prévoient l'établissement d'un plan de prévention pour toute intervention, quelle que soit la zone concernée du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
Constats : L'exploitant a indiqué que l'interdiction d'apporter une source d'ignition, et notamment l'interdiction de fumer, s'applique à l'ensemble du site dès le franchissement du portail d'entrée. Des panneaux rappelant ces interdictions sont disposés sur chaque entrée de bâtiment ainsi que sur l'ensemble des zones du site. Les interventions nécessitant l'apport de feu font l'objet de permis de feu délivrés par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...]
Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

<p>Constats :</p> <p>Les dispositions relatives à l'interdiction d'apport de feu sont intégrées au plan de prévention pour les entreprises extérieures. Lorsque nécessaire, les travaux par point chaud font l'objet de la délivrance d'un permis de feu, pour les interventions externes comme internes.</p> <p>Le permis de feu est délivré pour une durée maximale d'une journée et concerne une zone précisément définie. Il précise la délimitation de la zone d'intervention, la présence de moyens d'alerte à proximité, ainsi que l'identification de la personne réalisant les travaux et de la personne chargée de la surveillance.</p> <p>Le permis de feu prévoit, si nécessaire, une liste de mesures de prévention, comprenant par exemple: la vérification du système de sécurité incendie, la mise à disposition d'un RIA déroulé, l'isolement de la zone, la surveillance des zones environnantes, la protection des ouvertures à l'aide de bâches ignifugées...</p> <p>L'exploitant indique par ailleurs chercher à réaliser les travaux autant que possible en dehors des zones ATEX.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Plan de prévention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...]</p> <p>4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Un plan de prévention est établi par l'exploitant, ce dernier est appliqué pour <u>l'ensemble des travaux</u> réalisés par des entreprises extérieures sur le site d'Escalquens.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dispositions du plan de prévention

<p>Référence réglementaire : Décret du 07/03/2008, article /</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R4512-8 du Code du travail</p>

Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :

1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
3. Les instructions à donner aux travailleurs ;
4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;
5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.

Constats :

Les opérations réalisées par les entreprises extérieures sont détaillées dans le plan de prévention, en lien avec chaque intervenant. Les activités sont décrites par phases, avec l'identification des opérations principales et des moyens mis en œuvre sur les chantiers (disqueuse, nacelles, opérations de levage, etc.).

Le document permet d'anticiper les situations d'activités simultanées de plusieurs entreprises sur un même chantier.

Des plans de prévention annuels sont établis avec les entreprises intervenant de manière récurrente, tandis que des plans spécifiques sont réalisés au cas par cas pour les opérations ponctuelles.

L'adaptation des matériels, installations et dispositifs de sécurité est réalisée en fonction de la nature des opérations, notamment pour les travaux présentant des risques particuliers. L'exploitant indique que ces mesures sont définies en amont des chantiers, en concertation avec les opérateurs et les entreprises concernées.

Le plan de prévention prévoit un ensemble d'instructions à destination des travailleurs, incluant notamment l'interdiction de fumer, l'interdiction de consommer de la nourriture, les modalités de contrôle des véhicules ainsi que l'obligation d'enregistrement à l'entrée du site.

Une inspection commune préalable est organisée avant le démarrage des travaux avec la ou les entreprises extérieures. À cette occasion, l'exploitant présente les dispositifs de secours et d'urgence, notamment l'emplacement des douches de sécurité, des points de rassemblement et des défibrillateurs.

L'exploitant ajoute également qu'un grand nombre de salariés sauveteurs secouristes du travail sont présents sur le site, que ce dernier dispose de boutons d'alerte répartis sur l'ensemble des installations, de moyens de communication dédiés et que des rondes régulières sont effectuées par le chargé de travaux.

En cas de recours à la sous-traitance, l'ensemble des entreprises intervenantes doit participer à l'inspection commune préalable. L'accès au site est conditionné à l'identification des intervenants, et toute sous-traitance non déclarée n'est pas autorisée à intervenir.

La formalisation des plans de prévention est effective depuis 2024. Le permis de feu, existant antérieurement, a été mis à jour en 2025.

Lors de la visite, trois plans de prévention ont été présentés afin d'en vérifier la complétude et la conformité, cette analyse n'apporte pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...] <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu consulter un plan de prévention établi pour une entreprise extérieure, présente sur le site pour une durée d'environ trois semaines dans le cadre d'une période de maintenance. Les interventions nécessitant un apport de point chaud donnent lieu à la délivrance d'un permis de feu, établi au besoin et valable pour une durée maximale d'une journée, les interventions prévues le jour de la visite ont donné lieu à la nécessité de délivrance d'un permis de feu.</p> <p>Ces dernières consistaient principalement en la découpe de tuyauteries en PVC, avec la possibilité ponctuelle de découpe d'acier à l'aide d'une disqueuse. Des mesures de protection étaient prévues au sein du permis de feu, notamment la mise à disposition d'un extincteur ainsi que le balisage de la zone de travaux.</p> <p>L'inspection a pu, lors de la visite terrain, vérifier la bonne mise en œuvre des mesures de protection prévues au sein du permis de feu. En questionnant l'entreprise intervenante, l'inspection a cependant constaté que d'autres actions étaient réalisées lors des travaux, et notamment de la soudure PVC. Cette technique, bien que ne générant pas de flamme, nécessite tout de même l'utilisation d'un générateur de chaleur pour chauffer le PVC entre 300 et 400°C. Cette opération n'avait pas été prévue au sein du plan de prévention, ni du permis de feu.</p> <p>De plus, l'inspection a pu interroger le gérant de l'entreprise extérieure, qui a indiqué que les techniciens de maintenance n'étaient pas formés à l'utilisation des extincteurs, mesure de secours prévue par le permis de feu. Cette information remet donc en cause la pertinence du permis de feu ainsi que la bonne vérification des habilitations de l'entreprise extérieure, vérification réalisée lors de la phase de mise en œuvre du plan de prévention.</p> <p>La fréquence de délivrance des permis de feu est estimée à environ une centaine par an.</p>

Un permis de feu délivré en interne (pour des techniciens de la société Gâches Chimie) a été consulté en salle, relatif à une opération de maintenance sur une conditionneuse en date du 5 décembre 2025. Ce permis, délivré le jour même, comportait une date et une heure de fin de validité fixées au 5 décembre à 12 h. Les phases d'activités dangereuses, notamment le tronçonnage et le meulage, y étaient identifiées.

En revanche, les moyens de prévention spécifiques correspondants apparaissent incomplètement renseignés. La rubrique relative aux précautions à prendre avant et pendant les travaux n'est pas intégralement complétée, en particulier pour les items concernant la présence et la vérification des extincteurs ainsi que l'absence de liquides inflammables à proximité. Il est toutefois précisé que l'atelier concerné est dédié à des poudres non dangereuses.

L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser est mentionnée dans la liste de contrôles du permis de feu. Le document indique également que le matériel nécessaire à la réalisation des travaux est en bon état apparent (connexions, flexibles, etc.).

De manière générale, les permis de feu ne sont pas systématiquement totalement renseignés, certaines cases relatives aux précautions à prendre avant et pendant les travaux n'étant pas cochées.

L'exploitant précise que le document est relativement récent et que sa prise en main par les équipes est encore en cours. De la même manière, le permis de feu prévoit la réalisation de rondes postérieures à la fin des travaux ; toutefois, la remise en fonctionnement de certains équipements de sécurité, tels que le système de sprinklage ou la détection incendie, ne fait pas partie des opérations clairement identifiées à réaliser lors de ces rondes. Selon l'exploitant, celles-ci visent principalement à surveiller l'apparition éventuelle de fumées ou d'un départ de feu.

L'inspection note que le permis de feu ne prévoit pas explicitement la remise en service des équipements **identifiés comme désactivés dans la rubrique « précautions à prendre »**. Ce point, bien que non réglementaire, pourrait faire l'objet d'une amélioration.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de prendre en compte les remarques de l'inspection en :

- ajoutant la vérification des formations aux équipements incendie, du personnel des entreprises extérieures, lorsque les interventions le nécessitent;
- sensibilisant le personnel responsable des travaux, à parcourir, pour chaque intervention, l'intégralité du permis de feu, afin de bien mettre en œuvre toutes les précautions à prendre avant travaux si nécessaire;
- de faire preuve de vigilance sur la nature des travaux réalisés par les entreprises extérieures et donnant lieu à l'établissement d'un permis de feu.

L'exploitant transmettra à l'inspection le plan d'actions mis en œuvre suite à cette remarque dans les délais précisés ci-dessous.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...]</p> <p>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le recours à de la sous-traitance est prévu dans le plan de prévention, impliquant l'établissement d'un avenant ou d'un nouveau plan de prévention. Le cas échéant, un nouveau permis de feu est établi pour l'entreprise sous-traitante concernée.</p> <p>Le permis de feu ne traite pas spécifiquement de la sous-traitance, celle-ci étant gérée directement dans le plan de prévention. Le permis de feu est délivré pour une durée d'une journée et est renouvelé si nécessaire.</p> <p>L'organisation du maintien de la sécurité est prévue directement dans le permis de feu, au travers des précautions à prendre avant et pendant les travaux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
Constats :

Une inspection commune est systématiquement réalisée avec les entreprises, dans le cadre du plan de prévention. Les habilitations des intervenants sont vérifiées lors de cette inspection. La mise en œuvre des moyens d'intervention a été constatée pour l'équipe interne, composée d'environ dix personnes, incluant la manipulation des ARI, RIA et autres équipements de première intervention.

En revanche, comme évoqué au constat du point de contrôle n°7, il s'avère qu'aucune vérification formalisée n'a été réalisée concernant la formation à l'utilisation des extincteurs pour les intervenants extérieurs. Il est recommandé d'intégrer cette exigence dans le plan de prévention afin de s'assurer que l'ensemble des personnes intervenantes soit apte à utiliser les moyens de lutte contre l'incendie en cas de besoin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'intégrer la vérification des habilitations des entreprises extérieures concernant l'utilisation et la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie mis à disposition pour les travaux nécessitant un permis de feu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux

Prescription contrôlée :

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

Constats :

Le plan d'intervention comporte une date de début et de fin programmée en début de chantier. L'exploitant prend une marge de sécurité au cas où la date de fin réelle interviendrait avant la date prévue. La conformité des travaux au devis est vérifiée. **La vérification des travaux est réalisée dans le cadre du plan de prévention, mais n'est pas formalisée.**

Pour les travaux soumis à permis de feu, trois rondes sont prévues : à l'arrêt des travaux, une heure après et deux heures après, afin de vérifier l'absence de risque d'incendie. La personne délivrant le permis de feu peut faire désactiver la détection incendie sur certaines zones si nécessaire. Ces rondes sont enregistrées au sein du permis de feu. Les permis de feu consultés le jour de la visite présentaient bien la réalisation de ces rondes de vérification.

En revanche, comme évoqué au constat du point de contrôle n°7, le permis de feu ne permet pas de s'assurer **que la remise en service des équipements de sécurité est correctement réalisée.**

L'inspection recommande d'ajouter une partie « après travaux » dans le permis de feu, avec des cases à cocher correspondant à la remise en service des équipements identifiés comme

désactivés, afin de formaliser cette étape et sécuriser le retour à l'activité normale.

Type de suites proposées : Sans suite